



الجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية

# الجريدة الرسمية

اتفاقيات دولية، قوانين، أوامر ومراسيم  
قرارات، مقررات، منشور، إعلانات وبلاغات

	ALGERIE		ETRANGER	DIRECTION ET REDACTION : Secrétariat général du Gouvernement  Abonnements et publicité : IMPRIMERIE OFFICIELLE 7, 9 et 13, Av. A. Benbarek - ALGER Tél : 66-16-15 à 17 - C.C.P. 3200-50 - ALGER
	6 mois	1 an	1 an	
Edition originale .....	30 DA	50 DA	80 DA	
Edition originale et sa traduction .....	70 DA	100 DA	150 DA (Frais d'expédition en sus)	

*Edition originale le numéro : 0,80 dinar. Edition originale et sa traduction, le numéro : 1,30 dinar — Numéro des années antérieures : 1,00 dinar. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés. Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellement et réclamation. Changement d'adresse : ajouter 1,00 dinar. Tarif des insertions : 15 dinars la ligne.*

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX — LOIS, ORDONNANCES ET DECRETS,  
ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES  
(TRADUCTION FRANÇAISE)

## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté interministériel du 25 mai 1977 fixant les modalités d'application de l'article 2 de l'ordonnance n° 77-3 du 19 février 1977 relative aux quêtes, p. 594.

Arrêté du 22 mai 1977 portant application des dispositions du décret n° 77-42 du 19 février 1977 relatif à l'exercice des commerces et professions non sédentaires, p. 594.

Arrêté du 25 mai 1977 portant composition du conseil populaire de la ville d'Alger, p. 596.

Arrêté du 25 mai 1977 portant désignation des membres des assemblées populaires communales de la ville d'Alger, p. 596.

## SOMMAIRE (Suite)

## MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté du 21 mai 1977 portant modification de la quote-part terminale algérienne dans les relations télex entre l'Algérie et la République démocratique allemande, p. 599.

## ACTES DES WALIS

Arrêté du 21 novembre 1976 du wali de Batna, portant affectation d'un terrain, au profit du ministère des

enseignements primaire et secondaire, en vue de la construction d'un C.E.M. à Mérouana, p. 599.

Arrêté du 7 décembre 1976 du wali de Batna, portant concession gratuite au profit de la commune de Mérouana d'un terrain, nécessaire à la création d'une voirie et à l'aménagement d'espaces verts, p. 600.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

Marchés. — Appels d'offres, p. 600.

## DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté interministériel du 25 mai 1977 fixant les modalités d'application de l'article 2 de l'ordonnance n° 77-3 du 19 février 1977 relative aux quêtes.

Le ministre de l'intérieur et

Le ministre auprès de la Présidence de la République, chargé des affaires religieuses,

— Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969 portant code de la wilaya ;

— Vu l'ordonnance n° 71-79 du 3 décembre 1971 modifiée par l'ordonnance n° 72-21 du 7 juin 1972 relative à l'association ;

— Vu l'ordonnance n° 77-3 du 19 février 1977 relative aux quêtes ;

— Vu le décret n° 70-166 du 10 novembre 1970 portant composition des conseils exécutifs de wilaya modifié et complété notamment par les décrets n°s 74-197 du 1<sup>er</sup> octobre 1974 et 75-159 du 15 décembre 1975 ;

Arrêtent :

Article 1<sup>er</sup>. — Les quêtes ne peuvent être organisées dans l'enceinte des mosquées qu'à l'usage exclusif des constructions à caractère religieux, sous le contrôle et la responsabilité de l'imam concerné, après avis du directeur de wilaya chargé des affaires religieuses et autorisation du wali.

Art. 2. — Les associations religieuses peuvent organiser des quêtes dans le ressort de la wilaya où elles ont leur sièges après accord du membre du Conseil exécutif de wilaya concerné et autorisation du wali compétent.

Art. 3. — Lorsque la quête doit être organisée par une association religieuse sur le territoire de deux ou plusieurs wilayas, l'autorisation de quête est délivrée par le ministre de l'intérieur, après avis du ministre chargé des affaires religieuses.

Art. 4. — Après la délivrance de toute autorisation de quête, le directeur de wilaya chargé des affaires religieuses doit indiquer le lieu et la date de l'organisation de la collecte.

Art. 5. — Le dossier de demande d'autorisation doit être déposé au siège de la wilaya concernée au plus tard un mois avant la date envisagée pour l'organisation de la quête.

Art. 6. — L'autorisation délivrée par l'autorité compétente doit mentionner les noms, prénoms, qualités et domiciles des personnes chargées de la quête, le territoire (wilaya, daïra, commune) où se déroulera cette quête ainsi que la durée autorisée.

Art. 7. — Tout contrevenant aux présentes dispositions est passible des sanctions prévues par la législation en vigueur.

Art. 8. — Le directeur général de la réglementation, des affaires générales et de la synthèse du ministère de l'intérieur et le directeur des affaires religieuses du ministère chargé des affaires religieuses sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 mai 1977.

Le ministre de l'intérieur,

Mohamed BENAHMED  
ABDELGHANI

Le ministre auprès de la  
présidence de la République  
chargé des affaires  
religieuses,

Mouloud KASSIM  
NAIT BELKACEM

Arrêté du 22 mai 1977 portant application des dispositions du décret n° 77-42 du 19 février 1977 relatif à l'exercice des commerces et professions non sédentaires.

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969 portant code de la wilaya ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975 portant code de commerce ;

Vu le décret n° 77-42 du 19 février 1977 relatif à l'exercice des commerces et professions non sédentaires, et notamment son article 7 ;

Sur proposition du directeur général de la réglementation, des affaires générale et de la synthèse,

### Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. — Nul ne peut exercer un commerce ou une profession non sédentaire sans être muni d'un récépissé délivré par la wilaya de résidence.

Art. 2. — La demande de récépissé pour l'exercice d'un commerce ou d'une profession non sédentaire est présentée sur un imprimé de demande de récépissé fourni par la daïra (modèle prévu par l'annexe D).

Art. 3. — Le demandeur doit se présenter personnellement au siège de la daïra de son lieu de résidence pour déposer son dossier.

Art. 4. — Le dossier de demande de récépissé comprend les pièces suivantes :

- un imprimé de demande,
- une copie du registre de commerce,
- un extrait de rôles apurés,
- un certificat de résidence ou une carte d'électeur datant de moins d'une année. A cet effet, le fonctionnaire de la daïra, chargé de recevoir les demandes mentionne sur l'imprimé visé à l'article 2, le n°, la date et l'autorité qui a délivré la carte, qu'il restitue au demandeur,
- une fiche individuelle ou fiche familiale d'état civil.

Art. 5. — Le dossier ainsi constitué est transmis à la wilaya pour son instruction.

Art. 6. — Le récépissé d'autorisation d'exercice d'un commerce ou d'une profession non sédentaire est dressé par les services de la wilaya et transmis à la daïra qui le remet à l'intéressé (modèle prévu par l'annexe II).

Le double du récépissé est adressé à la direction des services financiers de la wilaya.

Art. 7. — Un registre ad hoc sera ouvert au niveau de la wilaya afin de consigner chronologiquement les récépissés délivrés.

Art. 8. — L'exercice d'un commerce ou d'une profession non sédentaire est limité au ressort territorial indiqué sur le récépissé (wilaya - daïra - commune).

Art. 9. — L'autorisation d'exercice est délivrée pour une période de trois années et renouvelée dans les mêmes formes.

Art. 10. — En cas de cessation d'activité, le demandeur remet le récépissé à la wilaya qui l'a délivré, appuyé d'un

extrait de radiation du registre de commerce dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de radiation.

Art. 11. — Le retrait du récépissé peut être prononcé par le wali en cas d'infractions aux textes et règlements en vigueur.

Art. 12. — Le titulaire de récépissé d'exercice de commerce ou profession non sédentaire dont l'activité spécifique nécessite le déplacement hors de la wilaya de résidence, peut obtenir un récépissé temporaire délivré pour une durée maximum de trente (30) jours consécutifs au cours d'une année civile par le président de l'assemblée populaire communale de la wilaya d'accueil.

La délivrance du récépissé temporaire est faite contre dépôt d'une demande accompagnée de la copie du récépissé de la wilaya d'origine (modèle prévu par l'annexe III).

Art. 13. — Tout contrevenant aux présentes dispositions est passible de sanctions prévues par les lois et règlements.

Art. 14. — Le directeur général de la sûreté nationale, le directeur général de la réglementation, des affaires générales et de la synthèse et les wallis, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République Algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 mai 1977.

Mohamed BENAHMED ABDELGHANI

### ANNEXE I

Wilaya.....  
Daïra.....  
Commune.....

### DEMANDE DE RECEPISSE D'EXERCICE DE COMMERCE OU DE PROFESSION NON SEDENTAIRE

Nom .....  
Nom de jeune fille .....  
Prénoms .....  
Date de naissance .....  
Lieu de naissance .....  
Profession actuelle .....  
Nationalité .....  
Situation de famille .....  
Nombre d'enfants à charge .....  
N° du registre du commerce .....  
Sollicite la délivrance d'un récépissé pour l'exercice :  
— Un commerce non sédentaire (1)  
— Une profession non sédentaire (1)  
de (2) .....  
Sur le territoire de (3) .....  
Veuillez trouver ci-joint le dossier réglementaire exigé.

A....., le ..... 19

Signature

- (1) Rayer la mention inutile.  
(2) Qualifier avec précision l'activité.  
(3) Préciser l'étendue territoriale (wilaya - daïra - commune).

## PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION

Dossier de demande déposé le .....  
 Pièces jointes : .....  
 .....  
 .....  
 Récépissé n° ..... Accordé le .....  
 Dossier de demande rejeté le .....

## ANNEXE II

Wilaya de.....

RECEPISSE D'EXERCICE DE COMMERCE  
 OU DE PROFESSION NON SEDENTAIRE N° .....

Le wali de la wilaya de .....  
 Autorise le nommé : .....  
 Né le .....  
 Demeurant à .....  
 Inscrit au registre de commerce sous le n° ..... le .....  
 .....  
 à exercer :  
 — un commerce non sédentaire de (1) .....  
 — une profession non sédentaire de (1) .....  
 Sur le territoire de .....  
 Ce récépissé est délivré pour une période de trois années  
 du ..... au .....  
 Ce récépissé est à présenter à toute réquisition des agents de  
 l'autorité.

Fait à ..... le .....  
 Le wali

(1) Rayer la mention inutile.

## ANNEXE III

Wilaya de.....  
 Daïra.....  
 Commune.....

Récépissé temporaire d'exercice d'un commerce  
 ou d'une profession non sédentaire.

Le président de l'assemblée populaire communale de : .....  
 .....  
 autorise le nommé : .....  
 né le .....  
 Demeurant à .....

Titulaire du récépissé d'exercice de :

- Commerce non sédentaire (1)
- Profession non sédentaire (1)

de .....  
 Délivré le .....  
 Par la wilaya de : .....  
 Valable du ..... au .....

A exercer son activité sur le territoire de la commune durant  
 une période de 30 jours du .....  
 au .....

Ce récépissé est à présenter à toute réquisition des agents  
 de l'autorité.

Fait à ..... le .....  
 Le président de l'APC.

(1) Rayer la mention inutile.

Arrêté du 25 mai 1977 portant composition du conseil populaire  
 de la ville d'Alger.

Le ministre de l'Intérieur,

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code  
 communal, et ensemble les textes qui l'ont modifiée ou  
 complétée ;

Vu l'ordonnance n° 77-8 du 19 février 1977 portant organi-  
 sation administrative de la ville d'Alger, et notamment son  
 article 34 ;

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. — Le Conseil populaire de la ville d'Alger est  
 composé comme suit :

Président :	Abderrahmane Fekih
Mustapha Kamel Médjoui	Khefila Belaïd
Délégués :	Amed Rouabhia
Mohamed Hounaci	Amar Meddahi
Saïd Benkouider	Rachid Sidi Saïd
Abdelmalek Belkadi	Chaabane Lafer
Belkacem Zemmour	Mme Akila Ouared
Mohamed Ali Moussa	Mme Farida Madjoub
Mohamed Alloune	Ilias Derriche
Salah Zendjebli	Mohamed Boutouilli
Mohamed Akchiche	Mohamed Amiri
Brahim Boulouh	

Art. 2. — Le Conseil populaire de la ville d'Alger élitra en  
 son sein deux vice-présidents conformément à l'article 34 de  
 l'ordonnance n° 77-8 du 19 février 1977 susvisée.

Art. 3. — Le directeur général de la Réglementation, des  
 affaires générales et de la synthèse et le wali d'Alger sont  
 chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent  
 arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République  
 algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 mai 1977.

Mohamed BENAHMED  
 ABDELGHANI

Arrêté du 25 mai 1977 portant désignation des membres des  
 assemblées populaires communales de la ville d'Alger.

Le ministre de l'Intérieur,

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code  
 communal, et ensemble les textes qui l'ont modifiée ou  
 complétée ;

Vu l'ordonnance n° 77-8 du 19 février 1977 portant organisa-  
 tion administrative de la ville d'Alger, et notamment ses  
 articles 32 et 33 ;

Vu le décret n° 74-139 du 12 juillet 1974 fixant les limites  
 territoriales et la composition de la wilaya d'Alger ;

**Arrête :**

Article 1<sup>er</sup>. — Les communes de la ville d'Alger sont provisoirement administrées par des assemblées populaires communales composées des personnes dont les noms figurent sur les listes jointes au présent arrêté.

Art. 2. — Les assemblées populaires communales de :

- 1) Bab El Oued,
- 2) La Kasbah
- 3) Alger centre
- 4) Sidi M'Hamed
- 5) El Madania
- 6) Bologhine Ibnou Ziri
- 7) El Biar
- 8) Kouba
- 9) Hussein Dey
- 10) El Harrach
- 11) Bouzaréah
- 12) Birmandreïs

éliront chacune en son sein deux vice-présidents.

Art. 3. — Le directeur général de la réglementation, des affaires générales et de la synthèse, le wali d'Alger et les chefs de dairas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 mai 1977.

Mohamed BENAHMED ABDELGHANI

**LISTES****Commune de Baraki****Président :**

Mohamed Ali Moussa

**Délégués :**

Ellias Abbas  
Slimane Oukil  
Chaabane Metir  
Abdelkader Zéouati  
Allal Gana  
Rabah Kaba  
Mohamed Debbah  
Mohamed Ramdani

Nourredine Ouadah  
Amar Guennaï  
Mouloud Rabi  
Allal Doudou  
Rachid Ourrad  
Belkacem Yahiaoui  
Amar Benakhrouf

**1<sup>er</sup> vice-président :**

Hacène Lazizi

**2<sup>ème</sup> vice-président :**

Daradji Ben Adel  
Ahmed Larbaoui  
Messoud Hadjiri  
Ahmed Lakrout  
Zohra Oualiti

Mostapha Bouzit  
Abdelkader Meslem  
Miloud Djellid

**Commune d'El Harrach****Président :**

Amar Meddahi

**Délégués :**

Rabie Zitouni  
Hadda Touati  
Rabie Mokrane  
Hacène Kasdi

Omar Fahassi  
Djilali Koulougil  
Mme Vve Akila Abassi  
Ahmed Bakeli

Djamel Benhezla  
Abdelmadjid Mokrane  
Rabah Houari  
Salah Hamza  
Abderrahmane Yahi  
Abdellah Bensaïd  
Abdelkrim Boussaidi  
Abdelkader Taïbi  
Mohamed Ramdani  
Belkacem Haniche

Aïssa Aïssaoui  
Yania Creffou  
Dahmane Ould Bakatine  
Mohamed Salah Hammouda  
Madani Bourezguez  
Mohamed Taagout  
Ali Derriche  
Hamou Metref  
Nourredine Lahlali  
Mokrane Madoun.

**Commune d'Alger centre****Président :**

Mohamed Alloune

**Délégués :**

Akila Ouared  
nee Abdelmounene  
Ali Hammiche  
Messoud Louahdi  
Mohamed Boutteba  
Ali Bedourène  
Rachid Mohamedi  
Zehor Aouz Ouddah  
Hakim Benablou  
Younès Benalssa  
Amar Ghanem  
Youssef Arroul  
Mme Rabéa Mestoul  
Mohamed Tazir  
Mohamed Rabia

Rachid Benamira  
Mohamed Abtout  
Abdellah Ayad  
Mohamed Mostefa Boukheir  
El Hadi Touati  
M'Hamed Haddad  
Mostefa Abada  
Saïd Boudiaf  
Mustapha Kharchi  
Nadir Benyerba  
Rachid Lamrous  
Ahmed Medjeber  
Smaïl Adour  
Nourredine Fedala

**Commune de Sidi M'Hamed****Président :**

Abdelmalek Belkadi

**Délégués :**

Ali Slamani  
Mohamed Kefti  
Allaoua Refès  
Mohamed Abdelkrim Dakhia  
Abdellah Bouzerraoua  
Djaouida Derradj  
Madjid Brakchi  
Nadjia Jeanine Belkhodja  
Abderrahmane Zghiche  
Mohamed Behterzi  
Saïd Hassas  
Saïd Abderkane  
Ahmed Tachouat  
Slimane Berraoui

Moncef Meslem  
Saddek Brahitti  
Ahcène Chabane  
Mohamed Tebali  
Rachid Chekraoui  
Houcine Lakhdari  
Mustapha Krim  
Mohamed Khelifati  
Mohand Larbi Laribi  
Mohand Ghachouche  
Mohamed Saïd Benmouloud  
Meharek Melliani  
Ahmed Kanoune  
El Hadi Azzouzi

**Commune d'El Madania****Président :**

Belkacem Zemmouri

**Délégués :**

Liès Derriche  
El Hadi Rouane  
Ferhat Yagoumi  
Abdelkader Mouffok  
Belgacem Trad

Nadia Sellali  
Saida Chahloune  
Fatima Zohra Ousmali  
Monamed Hocine

Mohamed Keddar	Ali Yousfi
Sid Ali Merzouk	Ahmed Benrabah
Tahar Nour	Ali Biskri
Khelifa Lakhdari	Mohamed Mesrati
Saïd Ouamane	Mouloud Boukhercha
Ali Heba	Mustapha Lerari
Gacem Bouroubi	Arab Madi
Omar Bouras	Réda Houadjeli
Djelloul Melek	Ismail Mecheti
Madjid Khaldi	

#### Commune de Bab El Oued

##### Président :

Mohamed Hounaci

##### Délégués :

Ali Zoubiri  
 Mohamed Amiri  
 Mohamed Younessi  
 Khedjidja Tammabet  
 Mahboubi Boudiaf  
 Abdelkader Lahmer  
 Amar Ait Aneur  
 Ali Serradj  
 Saïd Reski  
 Mohamed Tayeb Herzalla  
 Djamel Boudaa  
 Mohamed Boudifa  
 Rachi Andaloussi  
 Mohamed Khelifi

Mohamed Chérif Caher  
 Mohamed Aïder  
 Amar Boukhezar  
 Djamed Negliz  
 Chérif Dikès  
 Kamal Aliane  
 Abdelhamid Draachour  
 Mohamed Hadda  
 Mokrane Zenadi  
 Boussad Idir  
 Mohamed Larbi Haddoun  
 Omar Ferad  
 Mohamed Hammouche  
 Ahmed Benaïssa

#### Commune de Bologhine

##### Président :

Saïd Benkouider

##### Délégués :

Chabane Lafer  
 Mustapha Kamel Medjaoui  
 Abdelwahab Bencheikh  
 Hocine Chabouni  
 Dahmane Boutalba  
 Belkacem Khabouza  
 Mohamed Benzireg  
 Boussad Bennour  
 Mohamed Kakachi  
 Ali Saadi  
 Omar Salah  
 Hamid Benamani

Mme Aïcha Abdellatif  
 Mohamed Dziri  
 Saïd Iguedad  
 Abdelhamid Laleg  
 Djafer Rodouci  
 Abdelkrim Debabèche  
 Nourredine Ouall  
 Azzedine Haddad  
 Embarek Mahfouf  
 Azouz Damaï  
 Mohamed Djouami  
 Mouloud Sadmi

#### Commune de la Casbah

##### Président :

Salah Zendjebil

##### Délégués :

Mokhtar Hassani  
 Rabah Karomb  
 Mouloud Bennour  
 Elias Cherak  
 Hassen Kerrar  
 Hamoud Benami  
 Mohamed Zemzem  
 Lounès Liès Tamani  
 Zhor Benahbil

Saïd Belahcene  
 Belkacem Benzeroug  
 Mohamed Cherbi  
 Mokhtar Behloul  
 Brahim Benchalabi  
 Hocine Hamidouche  
 Boualem Hocine Bey  
 Amar Hocine  
 Arezki Benamar

Aïssa Madani	Mohamed Souki
Abderrahmane Chafari	Saïd Lehad
Rabah Berrahal	Meizak Zlouèche
Zoubir Benzoubir	Nourredine Cherouati
Berlanti Berra	Mohamed Sals

#### Commune d'Hussein Dey

##### Président :

Mohamed Akchiche

##### Délégués :

Mohamed Ouareb  
 Ahmed Tabarout  
 Abdelkader Ourari  
 Mohamed Bouitilli  
 Mohamed Menassia  
 Bachir Kechida  
 Ali Michoubi  
 Mouloud Abdemeziem  
 Mohamed Boulemia  
 Mohamed Lanini Anini  
 Salah Dehouani  
 Rabah Djenki  
 Ali Belkacem  
 Mohamed Ouamar Laouadi

Mohamed Benyekhlef  
 Boualem Aknoune  
 Bouguerra Aouina  
 E Hadj Azzi  
 Nadja Benbennou  
 Mohamed Tahar Dellys  
 Mohamed Chérif Ayadi  
 Saad Douibi  
 Derradji Tandjaoui  
 Djelloul Harhar  
 Abdelaziz Gougam  
 Melouki Laroussi  
 Mohamed Ibriz  
 Mustapha Rahma

#### Commune de Kouba

##### Président :

Brahim Bouloun

##### Délégués :

Mahmoud Amokrane  
 Mohamed Dhodja  
 Hamdane Belabdelouaheb  
 Rabah Chaboune  
 Mohamed Chérif Djouadi  
 Khalissa Mebarek  
 née Nellabcene  
 Abdellah Chemrouk  
 Tahar Chobti  
 Saïd Sadedine  
 Aïssa Lounès  
 Méziane Chebrek  
 Sadek Djeddar

Bachir Touami  
 Mohamed Salah Fekbar  
 Lahcene Houacine  
 Ouali Chental  
 Kheir Eddine Kalafate  
 Abdelkrim Khelifi  
 Ancène Saïd  
 Ali Souici  
 Mohamed Sadat  
 Azeddine Kadiri  
 Abdelkrim Ameur  
 Mouloud Atcheba

#### Commune de Birmandreis

##### Président :

Abderrahmane Fekih

##### Délégués :

Ahmed Zikem  
 Salima Zemouri  
 Abdelhamid Belaïssaoui  
 Larbi Farrah  
 L'Hadji Laïchi  
 Rachid Hamriche  
 Ali Boudjabar  
 Hocine Chibani  
 Makhlouf Hiou  
 Mouloud Larfa  
 Abdellah Benmatti  
 Daoud Benméziane

Amar Sadoun  
 Manoubi Bouar  
 Fand Boukhaïfa  
 Belkacem Abdelouaheb  
 Ahmed Haoues  
 Amar Guaddar  
 Sid Ahmed Farhi  
 Rachid Benabadji  
 Djamel Dib  
 Belkacem Adane  
 Boudjemaâ Boukriaat  
 Yamina Belghanem

Chérif Bouchafa  
Ahmed Labed

Ramdane Laroussi  
Saâd Tifrit

#### Commune d'El Biar

##### Président :

Khelifa Belaïd

##### Délégués :

Omar Khali  
Farida Mahdjoub  
Salah Abada  
Mebarek Sellam  
Rachid Sidi Saïd  
Lounès Benlouné  
Mohamed Mouloud Menasria  
Tahar Abzi  
Chérif Arbouz  
Mustapha Zergaoui  
Arezki Adjabi  
Khaled Belkessa  
Mohamed Belarbia  
Ahmed Hadj Messaoud

Lakhdar Doumfi  
Belkhefha Bellatrach  
Amar Bouchek  
Mohamed Labdi  
Youcef Briki  
Abdelkrim Kellou  
Mohamed Gharbi  
Nourredine Tidjani  
Mouloud Medjekane  
Abdelrezak Beskri  
Mohamed Mouda  
Mohamed Khettar  
Djillali Farchi  
Saïd Boukersi

#### Commune de Bouzaréah

##### Président :

Ahmed Rouabhia

##### Délégués :

Ahmed Chérif Bencheikh  
Mustapha Boukhraz  
Belkacem Bezane  
Amar Ouérîk  
Med Khaled Ouaghenouni  
Amar Habib  
Abderrahmane Chaabne  
Mohamed Iblaidane  
Ahmed Bouhired  
Mohamed Reda Halalchi  
Omar Oucheri  
Abderrahmane Guedada

Derradji Kouchene  
Mohamed Arezki Chenaoui  
Rabah Hayed  
Amar Chabane  
Dalila Chorfi  
Ahmed Belaldem  
Makhlouf Bouzidi  
Bachir Khiair  
Baya Abdelmoumène  
Khaled Bougherbal  
Abdelkader Talhi  
Mohamed Stambouli

### MINISTRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté du 21 mai 1977 portant modification de la quote-part terminale algérienne dans les relations télex entre l'Algérie et la République démocratique Allemande.

Le ministre des postes et télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications et notamment l'article 270 ;

Vu l'ordonnance n° 76-45 du 25 mai 1976 portant ratification de la convention internationale des télécommunications signée à Malaga-Torremolinos le 25 octobre 1973 ;

Vu l'article 30 de la convention précitée définissant l'unité monétaire employée pour la fixation des tarifs des télécommunications internationales ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 1974 fixant les taxes télex dans les relations Algérie-République démocratique Allemande ;

#### Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. — Dans les relations télex entre l'Algérie et la République démocratique allemande la quote-part terminale algérienne est fixée à 1,96 franc-or soit 3,17 DA pour une taxe unitaire de 4,59 francs-or équivalent à 7,44 DA.

Art. 2. — La taxe unitaire est la taxe afférente à une communication d'une durée inférieure ou égale à trois minutes.

Pour les communications d'une durée supérieure à trois minutes, il est perçu en sus de la taxe unitaire, le tiers de cette taxe unitaire par minute excédant la première période de trois minutes.

Art. 3. — Le présent arrêté qui prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 1977 abroge l'arrêté du 31 janvier 1974 susvisé.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 mai 1977.

Mohamed ZERGUINI

### ACTES DES WALIS

Arrêté du 21 novembre 1976 du wali de Batna, portant affectation d'un terrain, au profit du ministère des enseignements primaire et secondaire, en vue de la construction d'un CEM à Mérouana.

Par arrêté du 21 novembre 1976 du wali de Batna, est affectée à titre gratuit au profit du ministère des enseignements primaire et secondaire, une parcelle de terrain, bien de l'Etat, d'une superficie totale de 1 ha, 60 a et 65 ca, nécessaire à l'implantation d'un collège d'enseignement moyen à Mérouana.

L'immeuble affecté sera remis de plein droit sous la gestion du service des domaines du jour où il cessera de recevoir l'utilisation prévue ci-dessus.

**Arrêté du 7 décembre 1976 du wali de Batna, portant concession gratuite au profit de la commune de Mérouana, d'un terrain, nécessaire à la création d'une voirie et à l'aménagement d'espaces verts.**

Par arrêté du 7 décembre 1976 du wali de Batna, est concédée à la commune de Mérouana, en vue de la création

d'une voirie et de l'aménagement d'espaces verts, une parcelle de terre, d'une superficie de 2 ha, 85 a, 92 ca, dépendant du lot rural n° 195 pie.

L'immeuble concédé sera réintégré de plein droit au domaine de l'Etat et remis sous la gestion du service des domaines du jour où il cessera de recevoir la destination prévue ci-dessus.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

### MARCHES. — Appels d'offres

#### DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'EQUIPEMENT DE LA WILAYA DE BECHAR

##### Sous-Direction de la construction et de l'habitat

##### Bureau de l'habitat

Un avis d'appel d'offres ouvert est lancé en vue de la construction des villages socialistes agricoles suivants à réaliser dans la wilaya de Béchar :

- 1° village de Sflsifa : 20 logts avec équipements collectifs.
- 2° village de Mogheul : 50 logts avec équipements collectifs.
- 3° village de Lahmar : 50 logts avec équipements collectifs.
- 4° village de Rosfa-Taiba : 50 logts avec équipements collectifs.
- 5° village de Meridja : 50 logts avec équipements collectifs.
- 6° village de Hassi-Mounir : 60 logts avec équipements collectifs.

Les dossiers d'appels d'offres correspondants à ces six villages sont à la disposition des entreprises intéressées à la direction de l'infrastructure et de l'équipement de la wilaya de Bechar, Sous-Direction de la construction et de l'habitat, bureau de l'habitat et peuvent être retirés dès la parution du présent avis contre paiement des frais de reproduction. Les entreprises sont informées qu'elles peuvent soumissionner en lot unique, pour un seul ou plusieurs de ces villages agricoles.

##### Dépôt des offres :

Les délais d'étude des dossiers sont de trente (30) jours à partir du 25 juin 1977.

Ces offres complétées, accompagnées des pièces administratives et fiscales requises par la législation en vigueur devront être déposées ou parvenir au plus tard le lundi 25 juillet 1977 à 18 h 30 mn au siège de la DIE (SD.CH Bureau de l'habitat) avec la mention « soumission villages socialistes agricoles, à ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires seront engagés par leur offres pendant quatre vingt dix (90) jours.

### WILAYA D'EL ASNAM

#### COMPLEXE INDUSTRIEL D'EL KHEMIS

##### Sous-Direction des équipements et des investissements locaux

Un appel d'offres ouvert est lancé par la wilaya d'El Asnam, en vue de la réalisation des travaux du complexe industriel d'El Khemis, se rapportant aux lots n° 11 : vitrerie - 12 : plâtrerie - 15 : menuiserie métallique - 16 : menuiserie bois - 17 : plafonds suspendus - 18 : carrelages et dalles - 19 : peinture - 20 : revêtement de sols - 3 : assainissements - 13 : sanitaires - 14 : chauffages - 26 : extincteurs - 27 : air comprimé - 10 : électricité.

Les entreprises intéressées peuvent retirer les dossiers auprès de BEATEC, 133, rue Didouche Mourad à Alger, contre paiement des frais de reproduction.

\* Les soumissions doivent parvenir à la wilaya d'El Asnam, bureau des marchés publics, avant le 31 juillet 1977.

### MINISTRE AUPRES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES AFFAIRES RELIGIEUSES

#### DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

##### Sous-Direction de l'équipement et des Constructions

##### Avis de prorogation de délai

Les soumissionnaires intéressés par l'avis d'appel d'offres concernant l'opération suivante :

- confection de 25 000 blocs bureau perforé,
- confection de 25 000 agendas de poche,
- confection de 25 000 tableaux-horaires de prières,

paru dans la presse nationale « El-Moudjahid » du 31 mai 1977, sont informés que la date limite prévue initialement pour le 30 juin 1977, est reportée au 21 juillet 1977.

Le reste sans changement.